

2 ESPACE-RÉGIONS

REMISE EN QUESTION

Quand on perd 11 sièges au Grand Conseil, c'est qu'il y a un hic

Le PBD forcé de revenir au b.a.-ba

PIERRE-ALAIN BRENZIKOFER

La grande surprise des dernières élections cantonales, c'était lui! Une mauvaise surprise, donc, tant il est vrai que le Parti bourgeois-démocratique (PBD), issu de la scission d'avec l'UDC, avait perdu la bagatelle de 11 fauteuils au parlement. Passer de 25 élus à 14, il y avait authentiquement de quoi avoir le blues. Suffisamment pour secouer le sac, comme le disent avec poésie les amateurs de lotto. Au sein de la formation toujours présidée par le député Heinz Siegenthaler, qui émigrera tout prochainement au Conseil national, cela s'est soldé par la constitution de trois groupes de travail, respectivement consacrés au renforcement de l'image, à la communication et à l'organisation.

Mercredi soir, les membres de la formation ont profité d'une assemblée pour prendre connaissance des premières constatations des groupes précités. Un bilan très intermédiaire, on le précisera de suite. Parmi les participants, Virginie Heyer, l'une des deux vice-présidentes du PBD, a évidemment suivi avec intérêt les différentes analyses.

«Après notre déconvenue lors des élections cantonales, rappelle-t-elle déjà, nous sommes arrivés à la conclusion que notre parti manquait de visibilité, ce qui explique pourquoi l'électeur n'a pas voté pour nous une seconde fois. Nous nous sommes par ailleurs demandés si la population bernoise savait vraiment ce que faisaient nos 25 députés au Rathaus.»

D'où la constitution des trois groupes précités. S'agissant de son image, le PBD a dû admettre qu'elle était actuellement plutôt floue. Il est vrai que la formation proposait jusqu'ici un programme constitué de dix thèmes: «Eh bien, nous l'avons réduit à quatre», révèle Virginie Heyer.



Pour Virginie Heyer et le PBD, une sérieuse remise en question s'impose. ARCHIVES

De quoi citer les finances, la formation, l'environnement/organisation du territoire et l'économie, notamment celle des PME. Bref, les membres de la troupe ont constaté qu'on ne pouvait tout simplement pas cataloguer leur parti, comme c'est le cas, par exemple, des radicaux (industrie et finances) ou de l'UDC (immigration).

«Attention, nous ne voulons absolument pas qu'on nous résume à un seul mot comme l'UDC avec l'immigration, nuance cependant notre interlocutrice. Nous devons cependant affiner davantage notre image.»

La communication, dans tout ça? «Eh bien, jusqu'ici, elle était mauvaise autant à l'interne qu'à l'externe, reconnaît Virginie Heyer. Il s'agira notamment de l'institutionnaliser pour nos membres comme pour l'opinion bernoise.»

On passe à l'organisation? A ce propos, c'est le groupe qui s'est montré le moins loquace mer-

Le PBD bernois souffre d'un gros déficit d'image. Il manque aussi de visibilité dans l'opinion.

credi soir. Mais l'idée de base consiste bel et bien à s'interroger sur ce qui doit changer à la direction de la formation, sans aucun tabou au niveau des personnes et des fonctions.

«Chacun est prié de se poser la question «Si je cédais ma place, est-ce que cela irait mieux?». Et puis, nous avons remarqué qu'un comité formé de 25 personnes, c'était beaucoup trop lourd pour définir les tâches», glisse la mairesse de Perrefitte. Précision d'importance la conseillère d'Etat Beatrice Simon et le conseiller aux Etats Werner Lubingühl mènent

actuellement des entretiens individuels. Le but principal consiste à trouver un nouveau chef de campagne pour les élections fédérales de 2015.

Reste donc à évoquer le cas du Jura bernois, où Virginie Heyer dresse le même constat qu'à l'échelle cantonale, notamment pour ce qui a trait à la communication. La section régionale a déjà consacré deux séances de comité à cette remise en question, mais elle attend déjà les instructions du parti cantonal, où le fameux groupe chargé de la communication prendra langue avec chaque section.

La vérité en septembre

«En ce qui concerne les changements à venir pour le Jura bernois, ils seront évoqués lors d'une assemblée générale en septembre», conclut Virginie Heyer. Il y sera forcément question de visibilité, mais aussi d'appareillages avec les autres formations de droite. ◉

CHÔMAGE DANS LE JURA

L'habituelle croissance du mois de juillet

A fin juillet, 1883 personnes étaient inscrites auprès de l'ORP-Jura, soit 1240 chômeurs et 643 demandeurs d'emploi non-chômeurs. Le taux s'établit ainsi à 3,5% et affiche une augmentation mensuelle de 0,1 point correspondant à 44 chômeurs supplémentaires. L'ensemble des personnes suivies par l'ORP-Jura représente 5,3% de la population active résidente sur le territoire cantonal (5,2% fin juin). Durant le mois écoulé, l'ORP-Jura a annulé 172 dossiers alors qu'à l'inverse, il a enregistré l'inscription de 199 personnes en recherche d'emploi. Une croissance du chômage en juillet est habituelle. Elle est principalement due à l'arrivée simultanée, sur le marché du travail, de bon nombre de jeunes en fin de formation. Pour preuve, 87 des 199 personnes s'étant annoncées en juillet, soit 44%, sont des jeunes de moins de 25 ans à la recherche, pour certains, de leur premier emploi. ◉ RPJU

CANTON DE BERNE

Tous ces jeux d'argent qui valent de l'or...

Le Conseil exécutif soutient le projet de nouvelle loi fédérale sur les jeux d'argent. Dans sa prise de position à l'occasion de la procédure de consultation, il indique aux autorités fédérales qu'à ses yeux ce texte équilibré garantira une réglementation moderne du domaine complexe des jeux d'argent aussi bien pour les maisons de jeu que pour les jeux de petite et de grande envergure. Toutes les règles relatives aux jeux d'argent seront réunies à l'avenir dans une seule loi. Ce texte améliorera notamment la protection contre l'addiction au jeu, le blanchiment d'argent et la manipulation des compétitions sportives. L'impôt affecté à l'AVS/Al et les redistributions à des buts d'utilité collective sont maintenus, alors que les gains issus des loteries et des paris sportifs seront désormais exonérés de toute fiscalité. Enfin, les jeux de casino pourront désormais être proposés en ligne et les petits tournois de poker seront autorisés en dehors des maisons de jeu. ◉ CBE

Un Bruno de Zollikofen pour un Urs de Berne

Le Conseil exécutif vient de déclarer Bruno Vanoni (Les Verts, Zollikofen) élu au Grand Conseil. Il remplacera dès la session de septembre Urs Muntwyler (Les Verts, Berne), qui a annoncé sa démission. ◉ CBE

Initiative sur les sites hospitaliers: pas simple

Le gouvernement a chargé la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale d'élaborer un contre-projet à l'initiative populaire sur les sites hospitaliers, déposée en janvier dernier avec 25 945 signatures valables. Aux yeux de l'exécutif, ce texte, qui vise à conserver les structures hospitalières actuelles, va dans la mauvaise direction. La solution proposée entraverait en outre les entreprises hospitalières concernées, dans la mesure où elles ne pourraient plus s'adapter avec souplesse à de nouvelles évolutions. ◉ CBE

Le développement économique suivi à la trace

Le Conseil exécutif bernois a alloué, pour 2015 à 2018, un crédit de 350 000 fr. au total pour assurer le suivi du programme des pôles de développement économique (PDE). Les travaux du programme des PDE pourront ainsi se poursuivre conformément aux objectifs, après que la loi fédérale révisée sur l'aménagement du territoire a renforcé le mandat attribué aux cantons dans la gestion des zones d'activités économiques. Ce crédit permettra aussi de continuer à faire paraître l'organe officiel d'information «Baromètre des PDE» et de contrôler régulièrement l'efficacité du programme. ◉ CBE

CANTON DE BERNE La lutte continue sur le front de la réduction des coûts dans l'administration

L'informatique, ce veau d'or qui devra bon gré mal gré maigrir

Consignés dans un rapport, les résultats de l'audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale, que le Conseil exécutif avait confié à la société AWK Group, témoignent globalement d'un bon fonctionnement. Estimant cependant qu'il est possible de réduire le coût de l'informatique à long terme de 14% par an, soit de 24 millions, en recourant à des applications standardisées et en centralisant davantage l'informatique, AWK propose des mesures. Le Conseil exécutif entend approfondir l'étude du potentiel d'économies identifié par AWK et l'exploiter au mieux dans les prochaines années.

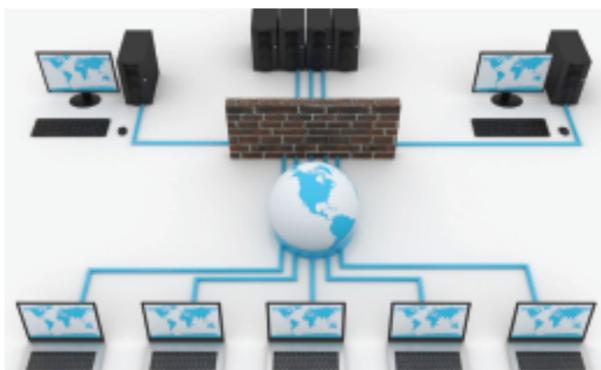
Motions et émotions

Suite à deux motions adoptées par le Grand Conseil lors de sa session de novembre 2012, le Conseil exécutif avait ainsi fait appel à une alerte société active à l'échelle nationale, AWK Group, pour réaliser un audit

indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale. Le rapport d'AWK Group confirme que l'informatique fonctionne globalement bien dans l'administration et que la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) est satisfaisante. La société note également qu'à l'exception du domaine de la justice, l'administration cantonale n'a connu aucune grosse panne ou défaillance informatique ces dernières années, ni d'échec de projets informatiques importants.

Grand potentiel d'optimisation

La société AWK constate toutefois que la gestion de l'informatique pêche par un manque de stratégie. Elle en déduit que les synergies qui pourraient résulter de projets communs aux différentes Directions sont encore trop peu exploitées et que les applications spéciales décentralisées sont au contraire privi-



L'informatique: et si on calmait un peu le jeu? LDD

légées. Elle ajoute qu'associé à un manque de transparence des charges TIC et à l'absence de controlling, ce manque de stratégie empêche la standardisation et la centralisation, qui seraient pourtant plus économiques et permettraient d'optimiser l'informatique cantonale.

Charges réduites

Selon les résultats de l'audit, l'administration cantonale pourrait à long terme réduire de

14% ses charges annuelles de matériel et de personnel dans le domaine informatique, ce qui représenterait une économie annuelle de 24 millions sur des charges actuelles de 170 millions.

Un investissement unique de 20 à 45 millions, qui n'est toutefois pas inscrit au budget, serait préalablement nécessaire pour tirer le meilleur parti de ce potentiel de rationalisation. Dans son rapport d'audit, AWK pré-

conise la mise en œuvre de 46 mesures. Des projets d'harmonisation et d'optimisation ont d'ores et déjà été lancés pour réaliser une partie des économies potentielles identifiées par AWK.

Volonté de réduire le coût de l'informatique

Le rapport d'AWK émet de nombreuses recommandations importantes en matière de stratégie, de modèle d'organisation et de coûts de l'informatique dans l'administration cantonale.

A première vue, le Conseil exécutif y voit un document précieux propre à servir de ligne directrice pour améliorer l'informatique dans l'administration cantonale. Au cours des prochaines années, il entend exploiter au mieux les possibilités de réduction des coûts identifiées par AWK. La mise en œuvre des recommandations de la société est toutefois ambitieuse et complexe. Ce projet placera pendant plusieurs années le

Conseil exécutif, l'administration et même le parlement face à des questions d'orientation générale. Il est donc indispensable qu'il fasse l'objet d'un pilotage général professionnel sous la responsabilité suprême du gouvernement lui-même.

Sous l'autorité de la Direction des finances, les Directions et la Chancellerie d'Etat vont maintenant définir en concertation la procédure à suivre et la soumettront ensuite pour approbation au Conseil exécutif.

Vous reprendrez bien une tranche...

Avant de trancher, celui-ci souhaite discuter avec la Commission des finances et la Commission de haute surveillance de sa position quant aux résultats de l'audit et aux recommandations formulées dans le rapport, ainsi que de sa conception de la procédure à mettre en place.

Ce dialogue vient tout juste de s'ouvrir. ◉ CBE-PABR